

Rupture idéologique : l'Europe face à la nouvelle doctrine de sécurité nationale de Washington

Monde

Par Sylvain Kahn

Publié le 5 janvier 2026

professeur agrégé à Sciences Po, chercheur au Centre d'histoire de Sciences Po et docteur en géographie

La Stratégie de Sécurité Nationale (NSS) publiée par l'administration Trump le 5 décembre 2025 est un document majeur. Il formalise et théorise de façon officielle les multiples discours, entretiens et messages de réseaux sociaux que distille depuis son installation en janvier 2026 l'administration Trump. Il sur sa politique étrangère et de défense. Il constitue donc la nouvelle doctrine américaine en la matière. Ce texte de nature gouvernementale d'une trentaine de pages témoigne que, à l'écrit aussi, le style de Trump et de son gouvernement est sans filtre, orgueilleux et fier de lui. L'opération au Vénézuéla

montre en outre qu'il est suivi par des actes. C'est pourquoi il est indispensable de le lire en détail.

« *Patience et longueur du temps font plus que force ni que rage.* »

Jean de La Fontaine, *Le rat et le lion*

Le souverainisme et la fin du multilatéralisme

La Stratégie de Sécurité Nationale (NSS) publiée par l'administration Trump ne se limite pas à une simple réorientation tactique, mais constitue une **rupture idéologique radicale** avec les fondements de la politique étrangère américaine établis depuis 1945. Ce document, fortement inspiré par l'idéologie *Make America Great Again* (MAGA), érige la souveraineté nationale en principe directeur exclusif de la politique étrangère, motivant l'action du gouvernement « dans l'intérêt exclusif du peuple américain ». Le président Trump lui-même introduit le document en affirmant que son administration a agi « pour restaurer la puissance américaine sur le plan intérieur et à l'étranger », car, écrit-il sans fausse modestie, « nous avons sauvé notre nation et le monde entier, qui se trouvaient au bord du gouffre et de la catastrophe ».

Ce document est une pièce de doctrine qui postule des lois géopolitiques bien à lui pour fonder en théorie ses principes d'actions. Ainsi, « **l'unité politique fondamentale du monde est et restera l'État-nation** », affirme-t-il, tout en précisant bien que « les nations existent en vertu des lois de la nature et du Dieu de la nature ». Dans cette optique, il est « naturel et juste que toutes les nations fassent passer leurs intérêts en premier et protègent leur souveraineté ». C'est pourquoi le monde fonctionne « mieux lorsque les nations donnent la priorité à leurs intérêts ». Cette vision remet en cause l'idée même de

coopération multilatérale fondée sur des valeurs partagées, car « l'influence démesurée des nations plus grandes, plus riches et plus fortes est une vérité intemporelle des relations internationales ». On comprend donc que, pour les idéologues de cette NSS, il n'y a pas d'histoire ; tout est fixé, tout est figé de toute éternité. Et si cette fixité repose sur le principe d'une hiérarchie naturelle, comme innée, des nations, cette doctrine pose comme légitime que chaque nation ait pour premier objectif son développement et son renforcement.

Les Etats-Unis de Trump encouragent en même temps que chaque pays applique pour lui-même et décline localement l'idéologie MAGA de la grandeur nationale, et que chaque pays se plie à la loi du plus fort ou, plus précisément, du plus grand. Cette apparente contradiction se résout dans le paradigme qui court tout au long du texte : celui de la "paix par la force". Le but de la restauration de cette grandeur, c'est-à-dire tout autant de la restauration de la reconnaissance par le monde entier de la primauté naturelle des Etats-Unis d'Amérique – il s'agit de réparer un oubli, un trouble de mémoire – est bien la paix dans le monde. Dès lors que cette hiérarchie naturelle est respectée au lieu d'être oubliée, la paix ne peut que régner ; et c'est le privilège des forts et des puissants que de la faire régner. C'est pourquoi, une fois encore, ce document officiel qu'est la NSS atteste que Trump en personne a mis fin à huit guerres en huit mois. C'est du premier degré, c'est à prendre au sérieux, le gouvernement américain et son administration évoquent leur président en dirigeant herculéen qui accomplit ses travaux, ponctuels, circonscrits et choisis avec soin – alors que ses prédécesseurs ont voulu à tort faire des Etats-Unis un nouvel Atlas.

Le pendant domestique de cette idéologie est l'illibéralisme. La NSS insiste sur la nécessité de « restaurer et redynamiser la santé spirituelle et culturelle des États-Unis », et de promouvoir une Amérique qui aspire à un « nouvel âge d'or ». Le document promeut une vision de la société où la compétence et le mérite

doivent être réinstaurés, en « éliminant les pratiques dites 'DEI' (Diversity, Equity, Inclusion) et autres pratiques discriminatoires et anticoncurrentielles qui dégradent nos institutions et nous freinent ». Ainsi, cette politique de restauration de la grandeur des États-Unis qui aura pour conséquence la paix dans le monde a pour fondement le rejet du pluralisme, en assimilant par principe dans toute vie politique la minorité (et les minorités) à une anomalie qui menace le corps politique, le corps social, la culture du pays.

En conséquence, la Stratégie de Sécurité Nationale trumpienne s'attaque frontalement aux politiques étrangères menées par toutes les administrations américaines précédentes depuis la fin de la Guerre froide. Elle dénonce les « élites » qui se sont « gravement trompées sur la volonté des États-Unis d'assumer indéfiniment des responsabilités mondiales » et ont permis à leurs alliés et partenaires de « faire supporter le coût de leur défense au peuple américain », pratiquant un « parasitisme ». Le mondialisme et le « soi-disant 'libre-échange' » sont accusés d'avoir « vidé de leur substance la classe moyenne et la base industrielle » des États-Unis. La NSS témoigne donc, elle aussi, de l'articulation entre la politique étrangère et la politique intérieure. Le but de la première reste subordonné au but de la seconde : la restauration du pouvoir d'achat et du mode de vie du peuple américain. On est là en écho au récit analytique et édifiant que publia le jeune JD Vance sur la déchéance des classes populaires américaines trahies par les élites gouvernementales et économiques, un livre (*Hillbilly Elegy*, 2016) dont le succès l'a amené à entrer en politique.

L'objectif désormais est une **redéfinition ciblée de l'intérêt national**, car « se concentrer sur tout, c'est ne se concentrer sur rien ». Il convient de bien comprendre la conséquence de ce diagnostic et de ce but que condense le programme MAGA : le monde est perçu comme un gigantesque gisement de ressources – humaines, politiques, économiques, matérielles – que le gouvernement américain estime légitime d'exploiter au

service du peuple américain. C'est bien autre chose que la logique transactionnelle : **pour les États-Unis sous l'administration Trump il n'y a plus d'alliés, il n'y a que des ressources.**

Au passage, notons que cela évite de questionner la répartition et la distribution des richesses au sein de la société américaine. C'est ce qui explique ce paradoxe, pour un observateur extérieur, de milliardaires qui font étalage de leur richesse et qui sont choisis par une majorité d'électeurs pour améliorer leurs conditions de vie et l'économie de leur pays.

Ce recentrage de la politique étrangère et de défense implique un rejet catégorique du multilatéralisme. La NSS critique les organisations internationales, dont certaines sont animées par « un anti-américanisme pur et simple » et d'autres par un « transnationalisme qui cherche explicitement à dissoudre la souveraineté des États individuels ». On voit là une des raisons de la détestation de la construction européenne. Les États-Unis exigent de leurs alliés qu'ils « consacrent une part beaucoup plus importante de leur produit intérieur brut (PIB) à leur propre défense ».

Puisqu'il s'agit de restaurer le respect de la puissance étatsunienne et l'âge d'or du peuple américain, la NSS fait de la **sécurité économique** la base nécessaire de la puissance militaire et la « fondation du mode de vie américain ». La priorité absolue de la politique économique est de développer la puissance industrielle américaine, en visant à rétablir la « base industrielle la plus solide au monde ». Le gouvernement s'engage à « réindustrialiser [l']économie, relocaliser [la] production industrielle sur [le] territoire », en utilisant stratégiquement les droits de douane et en insistant sur la réciprocité pour protéger les “travailleurs américains” et rééquilibrer les relations commerciales. Cette stratégie promeut également la « **domination énergétique américaine** » (pétrole, gaz, charbon et nucléaire) pour alimenter la croissance, rejetant

« les idéologies désastreuses du ‘changement climatique’ et du ‘zéro net’ qui ont tant nui à l’Europe ».

L’Europe, cible idéologique et tributaire visée par une relation d’entreprise

Dans la Stratégie de Sécurité Nationale, l’Europe est reléguée en troisième priorité géographique. Elle n’est plus un allié, mais une région à stabiliser et, surtout, un marché à conquérir. Vue de Washington, l’Europe est en proie à un déclin profond et à un « effacement civilisationnel », qu’elle attribue aux « politiques migratoires qui transforment le continent » et aux « activités de l’Union européenne et d’autres organismes transnationaux qui sapent la liberté politique et la souveraineté ».

Le gouvernement de Trump dicte à l’Europe ce qu’elle doit être, affirmant : « **Nous voulons que l’Europe reste européenne, qu’elle retrouve sa confiance en sa civilisation et qu’elle abandonne son obsession malvenue pour la réglementation étouffante** ». La stratégie américaine vise explicitement à « cultiver, au sein des nations européennes, la résistance à la trajectoire actuelle de l’Europe ». Elle encourage l’influence croissante des « partis patriotiques européens », car pour Trump, quand les partis illibéraux ne gagnent pas les élections, c’est que « la liberté politique et la liberté d’expression ont été étouffées par les élites ».

Concrètement, le gouvernement Trump soutient les partis européens de droite radicale extrême (RN français, Orban en Hongrie, PiS polonais, Geert Wilders aux Pays Bas... tous ceux qui, notamment, siègent au Parlement européen dans le groupe Patriotes pour l’Europe). Il faudrait qu’en France ce soit le Rassemblement national qui soit au pouvoir pour que, selon la NSS, la démocratie soit respectée, en Allemagne que ce soit l’AFD (Alternative fur Deutschland), en Pologne que ce soit le

parti droit et justice le PIS – alors que dans les faits de la vie politique réelle, le PIS parfois gagne les élections et parfois les perd. « Notre objectif, écrit la NSS, devrait être d'aider l'Europe à corriger sa trajectoire actuelle ». Il s'agit, somme toute, de redresser, de corriger, ces enfants déviants et mal élevés que sont devenus les Européens.

Cette nouvelle politique relève de l'« **emprisme** », un mot que je propose pour désigner une **emprise consentie** où les Européens, tout en se croyant partenaires, deviennent tributaires d'une puissance qui les domine sans qu'ils en aient pleinement conscience. L'Europe est l'exemple archétypal de ces gisements à exploiter, car typiques de ces alliés décrits comme des « **profiteurs** » de la bonté, de la générosité et de la noblesse des Etats-Unis puisque ces derniers ont, durant 80 ans, « **permis à leurs alliés et partenaires de faire supporter le coût de leur défense au peuple américain** ».

Les alliés doivent donc devenir ce qu'ils sont en vrai : des tributaires qui doivent payer de leur allégeance politique, marchande et budgétaire le droit d'être, non pas alliés des Etats-Unis, mais alignés sur les Etats-Unis, qui daignent leur accorder une protection éventuelle.

L'OTAN, garantie de défense ultime, est menacée. Son maintien est conditionné à un alignement idéologique sur l'agenda MAGA. L'administration Trump a exigé un engagement historique des pays de l'OTAN à augmenter leurs investissements dans la défense de 2 % à 5 % de leurs PIB. Cette pression est si intense qu'elle s'apparente à une **logique quasi mafieuse des relations internationales** : celle-ci repose non pas sur la violence militaire directe, mais sur la **coercition économique, le chantage commercial et la pression politique, c'est-à-dire** sur l'intimidation, la brutalisation et l'infériorisation des « **partenaires** » devenus des obligés.

L'Ukraine, un levier de chantage systémique

La guerre en Ukraine est devenue l'illustration parfaite de cette logique d'exploitation. L'Union européenne se mobilise pour soutenir Kyiv en étroite convergence avec les Etats-Unis sous l'administration Biden. Sous l'administration Trump II, cette solidarité est transformée en une vulnérabilité exploitée par Washington. L'administration Trump utilise ce soutien à l'Ukraine qui est une priorité de l'UE comme un **levier pour intimider les Européens et les mettre sous pression**.

Cette pression est exercée par le contrôle stratégique. Lorsque l'administration Trump a suspendu l'accès des Ukrainiens au renseignement américain, l'armée ukrainienne est devenue aveugle, et les Européens borgnes, puisqu'ils dépendent, eux aussi, du renseignement américain. C'était un signal stratégique : l'autonomie européenne est conditionnelle.

De plus, la NSS exprime clairement le désaccord avec les alliés sur la conduite de la guerre. Il est dans l'intérêt fondamental des États-Unis « de négocier une cessation rapide des hostilités en Ukraine ». La NSS stipule que « **L'administration Trump se trouve en désaccord avec les responsables européens qui ont des attentes irréalistes concernant la guerre** ». Les États-Unis se positionnent en arbitre entre la Russie et l'Europe, et non en partisan d'un camp. Il est clair dans cette stratégie que la Russie ne menace pas les intérêts vitaux des États-Unis. C'est une application concrète de la soi-disant loi géopolitique des grandes nations qui dominent naturellement le monde et le mettent en paix par la force. A cet égard, cette administration a substitué à la politique de blocs américain d'une part et soviétique puis russe d'autre part un nouvel axe Trump-Poutine. Un axe de mâles dominants, tant ces deux dirigeants convergent dans leur détestation des minorités, du pluralisme, de l'esprit critique et des petites nations.

Quant au soutien militaire, l'administration Trump a de facto cessé de fournir de l'armement à l'Ukraine et constraint les Européens à acheter ces armements américains nécessaires pour qu'ils les livrent eux-mêmes. Ce marché pervers a culminé avec l'accord dit « de Turnberry » en juillet 2025, où l'Union européenne a accepté des droits de douanes inégaux et injustes de 15 % appliqués sans réciprocité aux produits européens. Cet accord commercial profondément déséquilibré a été négocié dans la propriété de Donald Trump en Écosse, un **symbole fort de la personnalisation et de la brutalisation des relations internationales.**

Sortir du déni : l'urgence des actions concrètes pour l'autonomie stratégique

Face à cette transformation structurelle de la relation transatlantique, les Européens ne peuvent plus se permettre l'illusion que cette situation est passagère et transitoire : **les Etats-Unis ne sont plus depuis le 20 janvier 2025 les alliés des Européens.** Le « miracle » d'une garantie de défense américaine a duré 80 ans, mais les meilleures choses ont une fin.

L'Union européenne doit se considérer seule au monde et s'engager à devenir une **Union de défense du territoire de ses États membres et de ses habitants.** Ce n'est plus un serpent de mer mais une nécessité stratégique pour sortir de la solitude.

Pour y parvenir, les actions concrètes sont :

- ① **Tordre le bras au corporatisme national :** L'Europe ne peut plus se permettre d'avoir 19 types d'avions de chasse différents là où les États-Unis n'en ont que quatre et de donner, avec un grand succès, la priorité aux exportations vers les marchés extérieurs. La production des industries de défenses d'Europe, très

réputées, doivent se tourner dorénavant et principalement vers les besoins des Européens. Il faut donc que la commande publique européenne et que l'autorité politique jouent pleinement leurs rôles.

- ② **Créer une industrie de défense européenne :** L'UE doit créer de toutes pièces sous statut d'entreprise européenne les industries de défense qui n'existent pas encore, comme la production de drones, par exemple et entre autres.
- ③ **Utiliser pleinement les leviers existants :** Il faut utiliser pleinement comme des leviers les instruments récemment mis au point comme la Facilité européenne pour la paix, ou EDIP. L'UE doit se comporter en puissance publique avec des commandes sur 25 ans.
- ④ **Assumer la dissuasion :** Le sujet de la dissuasion nucléaire européenne est désormais « sur la table ».

Par conséquent, le défi à relever n'est pas tant budgétaire que politique et organisationnel. L'objectif n'est pas de rivaliser avec la puissance militaire américaine, mais d'atteindre la **robustesse** afin de dissuader tout ennemi potentiel — Russie ou « lâcheurs » américains — du coût terrible qu'ils paieraient en cas d'agression et les convaincre de l'inutilité de leurs pressions. Si les Européens parviennent à définir une vision et ce diagnostic comme cette politique commune, ils pourront se soustraire à la pression orchestrée par « les Etats-Unis, de l'autre côté la Russie et enfin la Chine ».

D'ici là, il serait d'ores et déjà avisé pour les Européens de protéger le Groenland. En l'état, il est complètement à découvert, et les États-Unis ont déjà un joli pied à terre à Pituffik... Trump considère depuis son premier mandat que le Groenland est dans l'hémisphère occidentale et son « corollaire Trump à la doctrine Monroe » est un passage fort développé de sa NSS.

Maintenant, avec Maduro, les Européens sont prévenus. La NSS est bien un programme pour l'action. Cette Administration fait ce qu'elle annonce et elle a annoncé l'annexion du Groenland.

**« Amusez les Rois par des songes.
Flattez-les, payez-les d'agréables mensonges.
Quelque indignation dont leur cœur soit rempli,
Ils goberont l'appât, vous serez leur ami. »**

————— Jean de La Fontaine, *les Obsèques de la lionne*